



La revue pour l'histoire du CNRS

18 | 2007

Voyages collectifs en géographie

Recherche géographique : « Du génie perso au labo et au réseau »

Marie-Claire Robic



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/3951>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.3951

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2007

ISBN : 978-2-271-06559-9

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Marie-Claire Robic, « Recherche géographique : « Du génie perso au labo et au réseau » », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 18 | 2007, mis en ligne le 03 octobre 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/3951> ; DOI : 10.4000/histoire-cnrs.3951

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

Recherche géographique : « Du génie perso au labo et au réseau »

Marie-Claire Robic

- 1 Le point de départ, un état des lieux au milieu du siècle : une discipline bien installée à l'université, mais très dispersée dans tout le territoire ; une tradition de recherche associée à une réputation d'excellence individuelle garantie par la thèse d'État ; une science attractive et reconnue internationalement¹. Face à cet émiettement, à cet individualisme et à l'autosatisfaction disciplinaire, la création du CNRS a-t-elle favorisé une concentration de la recherche, a-t-elle suscité le développement d'un travail collectif, a-t-elle offert des conditions pour une ouverture interdisciplinaire ? A-t-elle permis à la géographie de trouver une dynamique moins liée au système de l'enseignement et des disciplines universitaires dans lequel elle s'était inscrite au début du XX^e siècle ?
- 2 C'est à ces questions que les divers articles de ce dossier tentent de répondre. Ils interrogent la période centrale où, de la fin des années 1960 aux années 1990, le CNRS a soutenu une recherche collective en sciences humaines et sociales appuyée sur des réseaux et programmes ciblés et sur un début de formalisation des liens CNRS/universités².
- 3 Cette introduction voudrait les situer, en quelque sorte. Elle montre d'abord combien, après -guerre, face au renforcement de la fonction classique d'enseignement supérieur tourné vers la formation de futurs professeurs, il a été difficile de concevoir le rôle de chercheurs spécialisés et d'une recherche collective en géographie. Aussi, à côté de la création de quelques laboratoires spécialisés et de l'accueil provisoire de futurs enseignants-chercheurs, le CNRS a-t-il longtemps été réduit à un rôle de soutien documentaire et cartographique aux universitaires. Le succès de quelques-unes des grandes entreprises que des géographes ont su mener à bien, avec l'appui du CNRS, en déployant à la fois des investissements scientifiques de long terme et de solides formations en réseaux, montre combien ce régime « documentaire » a été bouleversé depuis lors.

Enseigner n'est pas chercher...

- 4 Implantée solidement depuis la fin du XIX^e siècle dans les facultés des lettres pour servir à la formation de futurs enseignants du secondaire, la géographie est l'une de ces disciplines classiques présentes non seulement à Paris mais encore dans toutes les grandes villes universitaires. Ainsi, lors de la fondation du CNRS, une vingtaine de professeurs occupaient la chaire unique qui était consacrée à la géographie en province, la Sorbonne étant la seule université à offrir quatre à cinq chaires spécialisées voisinant, à Paris, avec quelques autres enseignements de géographie économique, politique ou coloniale. C'était une discipline attractive, car ouverte sur le monde et sur l'actualité, et le renom de la science française avait atteint une sorte d'apogée lors du Congrès international de géographie de Paris (1931).
- 5 Cette dispersion géographique se retrouve bien évidemment à la Libération. La géographie a alors gagné sa totale autonomie par rapport à l'histoire en obtenant, sous le gouvernement de Vichy, une agrégation particulière. Si elle favorise une certaine confiance en soi, cette reconnaissance institutionnelle a des effets contradictoires. D'abord, par l'agrégation, elle lie la formation des géographes à un rôle de reproduction plutôt que de production de savoirs, alors même qu'une priorité nationale est accordée à la science à la Libération. Elle lie aussi la discipline à sa fonction scolaire traditionnelle alors même que s'ouvrent, avec la politique d'aménagement du territoire notamment, des opportunités de professions et de carrières nouvelles. Or, d'une part, le besoin d'enseignants du secondaire est fort, en réponse à la démocratisation de l'enseignement puis au boom démographique. D'autre part, des concurrences telles celles des grands corps de l'État et de nouvelles institutions comme l'INSEE ou l'INED viennent vite contrarier les ambitions de la « géographie appliquée » naissante. Un certain repli sur la discipline classique résulte de ces processus d'immédiat après-guerre³.
- 6 C'est ce que montre la comparaison de deux textes d'un « patron » aussi reconnu qu'André Chollet, publiés avant et après la création de cette agrégation de géographie. Dans le *Guide de l'étudiant en géographie* (1942), il appelle à la valorisation de la recherche scientifique et, par conséquent, à un renforcement des fonctions d'innovation et de formation méthodologique dévolues à l'enseignement supérieur. Quelques années plus tard, dans *La géographie. Guide de l'étudiant* (1951), cet éloge de la libre recherche disparaît de son propos.
- 7 Il semble bien qu'avec ce recul sur le front de la recherche, c'est dans la continuité avec l'organisation traditionnelle de la géographie que s'est opérée la greffe entre le système universitaire et la recherche impulsée sous l'égide du CNRS à partir de 1945.



Journées Sciences en fête, 1992. Hall de l'Institut de géographie de Paris. © Marie-Claire Robic

« Trois petits tours et puis s'en vont ! » (Monbeig)⁴

- 8 Bien que représentée dès l'immédiat après-guerre par une section particulière du CNRS⁵, bien que dotée d'emblée d'un laboratoire parisien (le Centre de documentation cartographique et géographique dirigé d'abord par A. Cholley puis par Jean Dresch), la recherche géographique est restée longtemps dominée par un type de formation, par des intérêts et par un personnel universitaires⁶. Le doctorat d'État est longtemps resté le modèle par excellence de la recherche, au point que le Comité national de géographie (CNG), représentant officiel de la géographie depuis les années 1920 auprès de l'Académie des sciences et de l'Union géographique internationale (UGI), n'a admis en son sein que les seuls docteurs d'État jusqu'au début des années 1980.
- 9 Avec ce choix (tempéré par d'éventuelles cooptations), la corporation manifestait son adhésion à une recherche individuelle, longue, très faiblement concertée, évaluée sur un critère d'excellence personnelle, peu cumulative et conçue de manière artisanale comme le « chef d'œuvre » d'une vie. Des formes d'organisation de la recherche existaient toutefois. Elles relevaient d'incitations externes, comme celles des « commissions » de travail de l'UGI, et du patronage par le CNG de programmes spécifiques. Face à l'accroissement des effectifs, une organisation autour des grandes branches de la discipline s'est confortée à partir de 1962, année où Georges Chabot, alors président du CNG, créa des « Journées géographiques » destinées à faire se rencontrer l'ensemble de ces universitaires très dispersés sur le territoire. Mais la recherche collective n'y a trouvé qu'une impulsion mineure.
- 10 Deux laboratoires propres du CNRS ont toutefois été créés durant la décennie 1960, qui traduisent les pressions des principaux lobbies de l'époque : le Laboratoire de géographie physique de Caen, créé en 1964 sous la direction d'André Journaux, et qui s'est surtout préoccupé de géomorphologie — selon une tradition bien établie depuis le début du siècle —, et le Centre d'études de géographie tropicale (CEGET), ouvert en 1968 à Bordeaux sous la direction de Guy Lasserre, qui a notamment concentré la documentation, les chercheurs et les missions sur les tropiques humides⁷.
- 11 Au total, le CNRS a été considéré jusqu'au début des années 1970 comme une sorte de ressource d'appoint pour les universitaires⁸. Toutefois, il créait aussi un nombre notable

de postes de techniciens ou ingénieurs destinés aux programmes d'atlas régionaux qui ont été l'une des grandes activités des instituts de géographie à partir de la fin des années cinquante, avec le soutien de la Datar.

- 12 Face à une demande pressante de coordination⁹, les tâches de communication entre géographes ont finalement justifié la spécialisation des fonctions au sein du Centre de recherches et de documentation cartographiques et géographiques (CRDCG) de Paris et son dédoublement. Avec le lancement par J. Dresch du « Bulletin de liaison des instituts et centres de recherches de géographie » du CRDCG, intitulé *Intergéo*¹⁰, les géographes ont eu le privilège à partir de 1966 de bénéficier d'une publication nationale consacrée à la documentation et à l'information interne¹¹.

La recherche en réseaux

- 13 Quelques décennies plus tard, sans négliger la constitution de banques de données ou de corpus partageables et la mise en commun d'outils informatiques, l'accent a changé. Les structurations en équipes et en réseaux permises par le CNRS ont contribué à fonder des recherches coopératives permettant, sur le moyen et le long terme, des accumulations significatives de connaissances et de méthodologies et des formes de réflexivité disciplinaire. Dans cette dynamique, les soutiens financiers et les apports en personnels du CNRS, mais aussi les modalités institutionnelles de la recherche collective qu'il a conçues, ont été décisifs — les universités ne s'étant préoccupées de recherche (sauf exceptions) que depuis peu. Mais il y a eu aussi, pour porter cette formation en réseaux scientifiques, une énergie collective qui s'est inscrite dans la durée, à la fois par l'élaboration de projets, par l'organisation d'une formation continue, par l'animation de lieux de confrontation et par la création d'organes de diffusion des savoirs.
- 14 On peut penser que la période initiale d'accumulation a été, pour l'essentiel, la décennie 1970. Alors, dans un contexte bouleversé (avec un effectif de géographes gonflé par les forts recrutements de la fin des années 1960, le système mandarinal et le système des disciplines secoués par le mouvement soixante-huitard, l'ouverture aux sciences sociales, la découverte vers 1970-71 du retard accumulé par la géographie française par rapport à la science anglo-saxonne), la simple reproduction n'était plus possible. Sous le signe d'une « crise de la géographie » qui était un motif à renouvellement radical plutôt qu'à des lamentations, c'est durant cette période que plusieurs formes de relèves se sont esquissées¹². L'effervescence épistémologique qui a atteint une partie de la profession est signe d'une mobilisation des esprits vers des horizons nouveaux, mobilisation souvent moins critique que dans les sciences voisines comme la sociologie, mais de portée interne considérable.



Journées Sciences en fête, 1995. Hall de l'Institut de géographie de Paris. © Marie-Claire Robic

- 15 Avec les « Assises nationales de la géographie » réunies en octobre 1981 à Lyon, avec le rapport Godelier sur les sciences de l'homme et de la société (1982)¹³, un nouveau souffle a porté une discipline qui venait d'être éreintée par le Rapport Aigrain¹⁴. Par son projet « Géographie et localisations ou programme RECLUS » (1983), Roger Brunet¹⁵ a alors su mobiliser plusieurs groupes de géographes. Ses trois programmes : *Atlas de France*, *Géographie universelle* et *Observatoire de la dynamique des localisations*, cristallisaient les compétences et aspirations de personnes et d'équipes engagées depuis plusieurs années dans la vaste maison de la « nouvelle géographie ». Ils étaient structurés dans un GIP, premier groupement d'intérêt public en sciences humaines (1983)¹⁶. Ce GIP RECLUS, « Réseau d'étude des changements dans les localisations et les unités spatiales », rassemblait à sa fondation vingt-trois membres : organismes de recherche comme le CNRS et l'Orstom, universités, collectivités locales, ministères... Au départ aussi, vingt-et-une personnes étaient mises à sa disposition, dont seize du CNRS¹⁷. Montpellier devenait l'un des centres de réseau de la recherche française en géographie.
- 16 D'autres groupes plus ou moins formalisés relèvent aussi de ce souci de la production coopérative de savoirs. Il s'agit parfois de réseaux techniques, tel celui des spécialistes de télédétection, structurés grâce à une ATP. Ils peuvent aussi viser un sous-champ disciplinaire, comme le vaste réseau de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de l'ouest de la France, esquissé par la *Recherche coopérative sur programme* dirigée par Armand Frémont au début des années 1970, et qui se reconnaît depuis le début des années 1980 dans la « géographie sociale »¹⁸. Ils peuvent aussi relever des programmes interdisciplinaires tels le PIR Villes et le PIREN. Dans ce dernier, créé en septembre 1978, les participants d'origine très variée ont tenté de construire l'objet « environnement » comme objet complexe interdisciplinaire ; ils en débattent encore dans la revue *Natures Sciences Sociétés* créée dans le cadre du programme, malgré la trop faible représentation accordée aux sciences sociales dans le nouveau département du CNRS « Environnement et développement durable »¹⁹.
- 17 Avec cette fois une dimension internationale affirmée, la création, avec le soutien du CNRS, de *Cybergéo. Revue européenne de géographie* (première revue française en sciences humaines et sociales uniquement diffusée sous forme électronique) participe de cette

même dynamique, puisque cette publication créée en 1996 par Denise Pumain est l'organe de chercheurs européens réunis depuis la fin des années 1970 dans des colloques bisannuels. Elle se poursuit par la création du Groupe de recherche européen « Simulation spatiale pour les sciences sociales » (GDRE S4), dirigé par D. Pumain depuis 2006.

- 18 À côté de la formation de ces groupes de recherche auto-organisés et soutenus par une volonté institutionnelle, un autre mode d'activité scientifique s'est aussi épanoui : l'activité réflexive et prospective. La géographie a ainsi donné lieu en 1990 à un grand colloque de prospective organisé sous les auspices du ministre de la Recherche Hubert Curien. Des bilans collectifs sont élaborés régulièrement par les sections consacrées à la géographie, lorsque le Comité national de la recherche scientifique les convie (comme les autres sections) à rédiger ses rapports de conjoncture ou à contribuer au rapport de prospective du CNRS.
- 19 En outre, la section « Espaces, territoires, sociétés » a, de sa propre initiative cette fois, invité à plusieurs reprises les laboratoires à débattre du devenir de la recherche, voire de l'éthique de la recherche, dans des journées d'études nationales²⁰.
- 20 En somme, de la fonction documentaire et de l'aide individuelle au travail collectif de longue haleine, la « culture » CNRS, qu'elle soit le fait de chercheurs ou d'enseignants-chercheurs, est devenue dans ces formes débattues, réflexives, programmatiques, de la recherche géographique, une culture de la construction commune de projets de connaissances.
- 21 L'auteur de cet article souhaite remercier les nombreux informateurs qui ont permis à ce dossier d'aboutir, notamment Claude Bataillon.

« Le but de l'enseignement supérieur doit être avant tout la formation technique des travailleurs qui se consacrent à la recherche scientifique, et leur groupement en vue d'assurer la coordination de leurs efforts. Dans nos Facultés des Lettres, en particulier, cette fonction essentielle a été entravée et même faussée par une préoccupation d'ordre pratique : assurer à l'Enseignement Secondaire, notamment, le recrutement de ses cadres. Sans méconnaître les avantages que nous procure cette préoccupation qui nous oblige à une mise au point constante de nos connaissances générales, il faut bien avouer qu'elle nuit grandement au progrès de la recherche. Nous traînons comme une lourde charge la préparation de nos élèves à l'agrégation et le temps que nous lui consacrons réduit singulièrement notre activité sur le plan de la recherche. Nos efforts sont maintenus obligatoirement, ou peu s'en faut, dans les voies traditionnelles imposées par les programmes de l'Enseignement Secondaire ; les chemins nouveaux, ceux qui conduisent à la découverte, nous sont sinon à peu près interdits, du moins rendus très difficiles à suivre. Mais il y a un autre inconvénient plus grave encore : l'obligation où nous nous trouvons d'exercer les élèves à généraliser et à vulgariser avant qu'ils ne soient suffisamment rompus aux méthodes de notre discipline contribue à la formation d'esprits qui attachent plus de prix à la façon de présenter les choses qu'à pénétrer leur véritable substance, qui sont plus attirés par l'exposé théorique que par la patiente analyse des faits, et qui se contentent trop facilement de connaissances approximative. » André Cholley, *Guide de l'étudiant en géographie*, PUF, 1942, pp. 125-126. Ces pages ne figurent plus dans l'édition considérablement modifiée de ce livre, intitulée *La Géographie. Guide de l'étudiant*, PUF, 1951.

NOTES

1. Cf. Dumoulin O., 1985, « Les sciences humaines et la préhistoire du CNRS », *In Revue française de sociologie*, XXVI, pp. 353-374 ; Robic M.-C., Briend A.-M., Rössler (dir.), *Géographes face au monde. L'Union géographique internationale et les congrès internationaux de géographie*, L'Harmattan ; Robic M.-C. (coord.), *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*, ADFP, 2006.
2. Recherche coopérative sur programme (RCP), Groupement de recherches coordonnées (Greco), Action thématique programmée (ATP), Programme de recherche interdisciplinaire (PIR), Laboratoires associés (LA), Unités mixtes de recherche (UMR)...
3. Robic M.-C., « Des vertus de la chaire à la tentation de l'action », in Claval P., Sanguin A. (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*, L'Harmattan, 1996, pp. 27-58.
4. « En somme, dans leur idée, le CNRS était une bourse de thèse, 'trois petits tours et puis s'en vont' ! », ainsi Pierre Monbeig résume-t-il l'opinion de ses collègues universitaires à l'époque où il était lui-même directeur adjoint au CNRS pour les sciences humaines, entre 1963 et 1972 (« Pierre Monbeig et le CNRS. Un entretien avec Jean-François Picard », in Théry H., Droulers M., Pierre Monbeig, un géographe pionnier, IHEAL, 1991, pp. 193-205).
5. La géographie a formé une section du Conseil supérieur de recherche scientifique modifié par le décret du 3 février 1942, et qui passe alors de 11 à 16 sections (Picard J.-F., Pradoura E., « La longue marche vers le CNRS (1901-1945) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS 1939-1989*, 1988, 1, pp. 5-40 (p. 30)). Au début des années 1980, la dénomination de la section de géographie devient « Géographie et aménagement ». Depuis 1991, les géographes se sont distribués en trois sections : quelques géographes physiciens en section 11 (en géosciences), plusieurs géographes physiciens en section 31 à côté des archéologues notamment (« Hommes et milieux ») et la plupart des autres géographes (dont des physiciens) dans la section 39, pluridisciplinaire mais à majorité de géographes, « Espaces, territoires, sociétés ».
6. On peut comparer l'objet de ce premier laboratoire de géographie à celui du Centre d'études sociologiques créé au même moment (Marcel J.-C., « Le déploiement de la recherche au Centre d'études sociologiques (1945-1960) », *in La Revue pour l'histoire du CNRS*, 2005, 13, pp. 32-39). Très intéressé par les relations entre géographie et sociologie, Max Sorre, a été l'un des directeurs du CES.
7. L'Orstom (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), pluridisciplinaire, existait par ailleurs depuis 1943.
8. Aides techniques, aide documentaire et cartographique, subvention pour publication de la thèse secondaire, par exemple ; création en 1949 de la collection du CNRS, Mémoires et documents du Centre de documentation cartographique et géographique.
9. Voir déjà Dresch J., George P., « Compte rendu d'une séance extraordinaire de l'A.G.F. Pour l'organisation collective de la documentation géographique », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 1949, 204-205, pp. 123-125.
10. Cette dénomination due à l'une des documentalistes du centre, Anne-Marie Briend, a été adoptée, après le dédoublement du CRDCG, pour désigner le laboratoire consacré à la documentation, Intergéo, tandis que l'autre laboratoire s'intitulait Centre d'études et de réalisations cartographiques et géographiques.

11. *Intergéo* Bulletin a produit régulièrement depuis les listes annuelles des enseignements et des travaux de recherche consacrés à la géographie, celles des thèses en cours et publiées, diverses enquêtes et états des lieux, le compte rendu des Journées géographiques et des travaux des commissions du CNG, le compte rendu des sessions du Comité national de la recherche scientifique, etc. Le laboratoire Intergéo a édité en 1969 un *Annuaire des géographes* régulièrement mis à jour. L'UMR PRODIG assume actuellement une partie de ces tâches (<http://prodig.univ-paris1.fr/umr>).
12. Le projet scientifique pluraliste de l'Espace géographique, revue créée en 1972, l'orientation vers la géopolitique de la revue Hérodote, créée en 1976, et le programme théoricien d'Espaces Temps, en traduisent trois directions.
13. Cf. Brunet R., « La géographie », in Godelier M., *Les Sciences de l'homme et de la société en France. Analyse et propositions pour une politique nouvelle*, La Documentation française, 1982, pp. 381-420 ; « Documents annexes au rapport de Roger Brunet sur l'état de la géographie française », in Ibid., pp. 51-79 ; Brunet R., 1982, « Rapport sur la géographie française », *L'Espace géographique*, 3, pp. 196-213.
14. Du nom du Secrétaire d'État à la recherche : Aigrain P., « L'état des sciences et des techniques françaises. Rapport de synthèse », DGRST, La Documentation française, 1979, n° 199-200.
15. Il était alors responsable du département des sciences de l'homme et de la société au ministère de la Recherche et de l'industrie.
16. C'est l'un des premiers GIP issus de la Loi d'orientation et de programmation de la recherche de juillet 1982.
17. Cf. Brunet R., « RECLUS, un nouvel outil de connaissance », *Intergéo*, 1984, 76, pp. 103-112.
18. Séchet R., Veschambre V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale*, PuR, 2006, notamment les aperçus de Robert Hérin sur le rôle de l'ATP Observation continue du changement social et culturel (OCS) du CNRS (directeur : Jacques Lautmann), dans la constitution de réseaux de recherche et de formation.
19. Luginbühl Y., Muxart T., « Place de la géographie dans les recherches sur l'environnement », *Lettre PIREVS*, 1998, 17, pp. 44-63 (La question de l'environnement dans les sciences sociales. Éléments pour un bilan) ; Pavé A., « Deux programmes de recherche sur l'environnement dans les années 1990-1998 : le programme Environnement, puis le programme Environnement, vie et sociétés », in *La Revue pour l'histoire du CNRS*, 2001, pp. 32-46 ; Muxart T., 2004, « La programmation des recherches interdisciplinaires en environnement au CNRS. Logique scientifique ou logique du pouvoir ? », *Natures Sciences Sociétés*, 12, pp. 310-315.
20. Ces rapports de conjoncture ont été publiés par Intergéo. Voir ceux du Comité national de la recherche scientifique (1989, 1992, 1996, 2003). La section 39 a organisé des journées en novembre 1993 (cf. « Espaces, territoires, sociétés. Le Colloque de novembre 1993 », *Intergéo* Bulletin, 1995, n° 118) et en novembre 1997 (cf. « Colloque de la section 39 du CNRS. Espaces, territoires et sociétés, Les recherches françaises en perspectives », *Intergéo* Bulletin, 1997, n° 128).

RÉSUMÉS

Dégager le rôle propre du CNRS dans l'évolution de la géographie française... La tâche n'était pas aisée. En un demi-siècle, la discipline comme le métier se sont tellement transformés qu'il est illusoire de distinguer les facteurs de changement. Marie-Claire Robic fait en préambule un retour historique et pose les bases de la problématique.

What is the role of the CNRS in the evolution of French geography? It is not an easy question. Marie-Claire Robic gives some explanations about the evolution of both subject and job in half century.

AUTEUR

MARIE-CLAIRE ROBIC

Marie-Claire Robic est directeur de recherche au CNRS, membre de l'UMR 8504, « Géographie-cités », équipe « Épistémologie et histoire de la géographie » (E.H.GO).